

CONFERENCE DEBAT 2009
DU RÉSEAU INTELLIGENCE DE LA COMPLEXITE
avec le concours de Fondation C L Meyer pour le Progrès de l'Homme

L'INTELLIGENCE DE LA GOUVERNANCE AU DEFI DE L'OECONOMIE

Mercredi 25 novembre 2009, de 14h à 18h, à Paris, à la FPH, 38 Rue Saint Sabin, 75011.

La parution du 'Manifeste' **pour L'OECONOMIE** de Pierre CALAME (en collaboration avec Aurore LALUCQ) nous donne une occasion bienvenue pour activer les débats citoyens **sur LA GOUVERNANCE DES SOCIETES ET DES ORGANISATIONS HUMAINES,**

PROGRAMME

Président de séance : Pascal PETIT

14h00 Jean-Louis LE MOIGNE : Ouverture de ce Débat en bonne intelligence de 'l'élucidation des enjeux collectifs'

14h05 Pascal PETIT : *Introduction au Débat*

14h25 Pierre CALAME : *Sur l'Oeconomie : la méthodologie de la réinvention, à la fois sociétale et managériale de la gouvernance »*

15h00 : Edgar MORIN, autour du thème « *Les sept défis pour une politique de civilisation* »

15h40 PAUSE rafraichissements

16h00 Robert DELORME, *L'Oeconomie : Essai ou Manifeste ?*

16h40 Brèves interventions préparées à l'avance de
Dominique Genelot (*'Gouvernance et Management'*),
Michel Adam (*'Entreprise d'Economie Sociale'*),
JL le Moigne (*'Organisation et Marché'*),
Ali Ait Abdelmalek (*'Socio Economie et enjeux Territoriaux'*)

17h30 INTERVENTIONS préparées et spontanées de la salle et débats

17h50 Pascal PETIT, *Conclusions du Débat*

Participation aux frais : Il sera demandé à tous les participants qui le peuvent une contribution de **20 €** pouvant être réglée par chèque à l'ordre de l'AE-MCX, BP 154, 13605, Aix en Provence, Cedex 1, Fr ; ou par virement bancaire : RIB 30002 02831 0000791149A 31 ; ou règlement sur place à l'entrée de la salle. Un reçu sera établi sur demande.

Un exemplaire de l'ouvrage '**AGIR et PENSER à LA FOIS**' (Actes du Grand Débat 2008 du Réseau, publié grâce au concours de la revue du GERFLINT, SYNERGIES - Monde) sera remis **gracieusement** à chaque participant.

NB .l'assemblée générale 2009 de l'AE-MCX se tiendra le matin du 25 XI 09 dans la même salle, de 10h30 à 12h15.

DE L'ECONOMIE A L'OECONOMIE : UNE REFORME RADICALE DE LA PENSEE

*Présentation de l'essai sur l'oeconomie
pour le site de l'université d'été 2009 du centre Mendès France*
Pierre CALAME

J'ai entrepris en 2005 d'écrire « l'Essai sur l'Oeconomie », en réponse aux contradictions dans lesquelles je voyais notre monde se débattre.

Par exemple, si le concept de « développement durable » a contribué à une large prise de conscience que notre modèle actuel de développement était non durable, l'expression n'en reste pas moins un oxymore : nous sommes face à une contradiction entre la nécessité de protéger la planète et un mode de fonctionnement de nos sociétés qui ne trouve sa cohésion que dans la croissance indéfinie et nous nous berçons de l'illusion qu'en accolant les deux mots « développement » et « durable » la contradiction est résolue.

On peut dire la même chose avec la « responsabilité sociale et environnementale des entreprises ». Les Américains parlent des 3 P, « profit », « people » « planet ». Très jolie formule mais dans un contexte de concurrence vive entre des entreprises, dominées par la « valeur d'actionnaire » 90 % de l'énergie porte sur le profit et 10 % au mieux sur les deux autres P, les gens et la planète. Nous nous berçons donc d'illusions. Comme les Européens se bercent d'illusions en s'imaginant qu'ils vont maintenir leur niveau de vie en étant les premiers dans l'économie de la connaissance, esquivant la question centrale d'un juste partage des ressources naturelles entre les différentes régions du monde.

Je constatais que nous essayons d'infléchir à la marge nos manières de pensée et nos modes de développement en marchant dans la bonne direction mais à l'intérieur d'un train qui roule dix fois plus vite et en sens inverse. La nouvelle taxe carbone n'en est que le dernier avatar.

Je voyais que nous prétendions engager une mutation structurelle, en ne modifiant qu'à la marge nos manières de pensée et nos agencements institutionnels mais que, dans leur fondement, les grands acteurs de l'économie, de la politique, l'État et l'entreprise étaient demeurés inchangés depuis plus de deux siècles, alors que le monde s'était transformé de façon radicale.

Où trouver les ressources intellectuelles indispensables pour organiser une mutation de la pensée sur laquelle s'appuyer pour conduire une véritable stratégie de changement ? Sur les écoles hétérodoxes de l'économie ? Je les voyais éclatées en chapelles et leur réflexion ne me paraissait pas à l'échelle du problème. Sur la critique de la mondialisation ? l'analyse m'a montré que la pensée et les arguments étaient bien approximatifs aussi bien du côté des fanatiques de la globalisation économique que du côté des altermondialistes sur l'économie sociale et solidaire. J'ai constaté qu'elle n'arrivait pas à se penser sérieusement autrement que comme complément, comme supplément d'âme à l'économie dominante.

J'ai donc vu qu'il fallait aller plus loin. J'ai recensé les différentes innovations engagées depuis une vingtaine d'années, j'y ai trouvé beaucoup de sources d'inspiration mais aucun principe directeur autour duquel réorganiser la pensée sur l'économie. Une approche étymologique m'a mis sur la piste. Le mot « économie » veut dire en grec les règles de gestion (nomos) de la maison commune (oïkos). N'était-ce pas cela qu'il fallait pour repenser le système de production et d'échange ? D'où le retour aux sources, le retour au mot oeconomie, comme on disait jusqu'au 18^e siècle, au lieu d'économie.

Ce retour aux sources, qui est la définition même d'une réforme « radicale » m'a ouvert une autre piste fondamentale. La force de la doctrine économique classique était d'introduire une cohérence d'approche depuis les comportements individuels des producteurs et des consommateurs jusqu'à la macro économie. Tant que je n'avais pas trouvé de principe intégrateur de la même force je n'arriverais pas à opposer à l'économie classique une pensée alternative cohérente. Je me suis alors aperçu que cette cohérence pouvait être trouvée dans l'étymologie, dans les grands principes de gouvernance que j'avais mis au jour au cours des décennies précédentes. D'où l'énoncé qui clôt la première partie de mon ouvrage. Il part du constat que : *« l'oeconomie est une branche de la gouvernance. Elle a pour objet de créer des acteurs et des agencements institutionnels, des processus et des règles visant à organiser la production, la répartition et l'utilisation de biens et de services en vue d'assurer à l'humanité tout le bien être possible en tirant le meilleur parti des capacités techniques et de la créativité humaine, dans un souci constant de préservation et d'enrichissement de la biosphère, de conservation des intérêts, des droits et des capacités d'initiative des générations futures et dans des conditions de responsabilité et d'équité suscitant l'adhésion de tous ».*

C'est à partir de cette définition et en appliquant au système de production et d'échange les principes généraux de gouvernance que j'ai tenté de déployer non seulement une réforme de la pensée mais aussi des propositions concrètes.

Cela m'a amené à répondre à des questions telles que :

LES PRINCIPES de GOUVERNANCE

QUE SE PROPOSE DE TRAVAILLER LA FPH

Dans une planète profondément interdépendante, dans un système mondialisé, assurer la régulation des sociétés et la préservation du bien commun implique à la fois de se mettre d'accord sur un certain nombre de règles essentielles (principe d'unité) et de faire du respect de l'autre l'un des principes fondamentaux de cet accord (principe de diversité). Existe-t-il des principes communs de *gouvernance* au-delà de la diversité des cultures, des différents milieux ou des échelles ?

L'un des enjeux pour la Fondation est aujourd'hui de confronter ses réflexions, analyses et propositions accumulées depuis plus de 20 ans à d'autres écoles de pensée sur la *gouvernance* et de voir comment chaque société, chaque histoire, chaque milieu ou chaque thème peut décliner et adapter des principes généraux de *gouvernance*. Les principes de *gouvernance* sont au carrefour de tous les programmes menés par la Fondation et sont déclinés selon les différentes échelles de *gouvernance*, les différents milieux et les différentes méthodes. Cette sous-dominante met en lumière l'exploration de la consistance interculturelle des principes de *gouvernance*.

Dans cette perspective, la FPH a souhaité ouvrir en 2004 un espace de débat international et *interculturel* sur la *gouvernance* nommé initialement "Initiative pour refonder la *gouvernance*" (IRG). Née sous l'impulsion de Jean Freyss, cette initiative vise à mettre en débat la diversité des points de vue, des approches, des analyses et des propositions émanant de diverses aires culturelles et socioprofessionnelles. Elle accueille en priorité les contributions émanant des milieux universitaires et des centres de recherche, mais aussi celles des acteurs de la société civile, de la puissance publique ou des organisations internationales, et elle les met en débat à travers un site-ressources, des publications, des rencontres internationales. La FPH, quant à elle, y met en discussion ses thèses, non pour les imposer, mais pour en vérifier la pertinence et la solidité et pour les enrichir d'autres apports.

L'IRG, qui devient en mars 2006, l'Institut pour un nouveau débat sur la *gouvernance* (Institute for a new Reflexion on Governance), se constitue un prototype qui s'étend progressivement à d'autres domaines : l'économie avec le lancement de l'Initiative pour Repenser l'économie (IRE) et la *gouvernance* des ressources naturelles (avec la création de l'Association pour la *gouvernance* de la Terre et des Ressources).

En 2006-2007 le travail d'exploration de la consistance interculturelle des principes de *gouvernance* sera mené :

- Dans le champ général de la *gouvernance* : travail de l'IRG
- Dans le domaine des sciences et techniques : travail mené par inf'OGM ou la Fondation Sciences Citoyennes - FSC
- Dans le domaine juridique : travail mené par François Ost et Christoph Eberhard
- Dans celui de l'économie : travaux menés dans le cadre de l'IRE qui, pour des raisons d'articulation thématique, est intégrée dans la sous-dominante TS2 (une société et une économie durable)
- Dans le domaine des ressources naturelles et foncières : développement de l'association AGTER

Enfin pour relier et mettre en débat les apports des différents programmes de la Fondation ou soutenus par elle, une nouvelle AP transversale est créée : "confronter et valoriser les apports de l'ensemble des partenaires à la réflexion sur la *gouvernance*".

<http://www.fph.ch/fr/strategie/thematique/principes-gouvernance/theme-gouvernance.html>

*_*_*_*_*_*

L'IRE - Initiative Internationale pour Repenser l'Economie

Initiée et soutenue par la Fondation Charles Léopold Mayer, l'IRE - Initiative Internationale pour Repenser l'Economie - a pour mission de favoriser l'émergence de nouvelles propositions dans le domaine économique.

Notre travail consiste à identifier des thématiques et des propositions qui nécessitent un effort d'innovation, dont l'impact sur la vie des sociétés est considérable et qui se prêtent à des applications pratiques. Située au croisement des problèmes sociaux et environnementaux très concrets et des questions internes à la science économique, l'IRE a choisi de se focaliser sur cinq grands thèmes : la monnaie et la finance, les agencements institutionnels, la régulation des biens et des services, le rôle des territoires et l'organisation des échanges.

Dans tous ces domaines, l'IRE veut favoriser la réflexion et le débat susceptibles de faire émerger de nouvelles propositions. Pour ce faire, l'IRE a été conçue comme un lieu ouvert à la diversité idéologique, disciplinaire et culturelle, un lieu d'échange entre ceux qui pensent, ceux qui agissent et ceux qui innovent dans le domaine de l'économie. L'IRE met en place un centre documentaire en ligne afin de recueillir et de donner à voir les réflexions innovantes.

Elle organise et soutient l'organisation de séminaires et colloques, prépare un concours international et publie des ouvrages économiques. <http://www.i-r-e.org/spip.php?rubrique4>

LE LABO DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Notre démarche : « 50 propositions pour changer de cap »

« Nous vivons une crise de civilisation qui appelle un projet de civilisation. Si cette idée s'impose peu à peu dans tous les milieux, elle reste trop souvent à l'état de discours. Les mesures prises ne sont pas à la hauteur des périls. **La petite musique d'un "business as usual", certes plus vert et plus social, revient comme une antienne**, faisant fi des leçons des crises.

Une majorité de citoyens ne satisfait pas de cette perspective et souhaite une réforme profonde de l'économie. Savent-ils que **des centaines de milliers de personnes y œuvrent déjà ?** Il s'agit des salariés, bénévoles, entrepreneurs, consommateurs... de **l'économie sociale et solidaire (ESS)**. Ce champ rassemble une grande diversité d'initiatives économiques, ni publiques, ni capitalistes, qui cherchent à **produire, consommer et décider autrement**, de manière plus respectueuse des hommes, de l'environnement et des territoires.

Au sens le plus large, l'ESS représente 200 000 entreprises et 2 millions de salariés. Fort de plus de 150 ans d'histoire, **ce mouvement est loin d'être une exception française**, et se développe partout en Europe mais aussi au Québec, en Amérique Latine... La crise actuelle est une opportunité pour convaincre que non seulement l'ESS constitue une **réponse immédiate aux problèmes sociaux et écologiques** mais qu'elle peut aussi, par ses valeurs et pratiques, **inspirer de nouvelles régulations économiques à la hauteur des enjeux**.

Il est urgent d'agir et de convaincre. C'est pourquoi **nous mettons ici en débat 50 propositions pour changer de cap**, issues des travaux du Labo de l'ESS. **Vous avez la parole !** Votre avis, vos idées nous sont précieux. Faites mouvement avec nous et agissons ensemble pour un autre mode de développement. »

Claude Alphanbéry Initiateur du Labo de l'économie sociale et solidaire Président d'honneur de France Active

<http://www.lelabo-ess.org/propositions/50-propositions-pour-changer-de-cap>

Le « Labo de l'ESS » est une démarche participative qui vise à mobiliser les acteurs de l'ESS autour d'une plateforme partagée de messages clés et de propositions fortes en faveur de l'ESS, à installer dans le débat public.

Cette démarche se déroule en trois temps :

1) La R&D (jan. – oct. 2009) : construction d'un premier ensemble de réflexions et de propositions, impliquant une centaine d'acteurs, personnes et organisations (lien hyper texte vers les contributeurs). Le résultat de ces travaux est présenté sur ce site (lien hypertexte vers la première thématique).

2) Le prototype (1er nov. – 31 déc. 2009) : mise en débat du contenu et des propositions, sur ce site et sur les territoires, à l'occasion du Mois de l'ESS (voir actualités). Vous pouvez réagir sur l'ensemble des propositions du Laboratoire (lien hypertexte vers la première thématique) ou participer à notre sondage (lien hyper texte vers le sondage).

3) Le produit final (jan.- avril 2010) : à partir de vos commentaires et des résultats du sondage, une plateforme partagée de messages et propositions sera formalisée et une action publique d'ampleur sera menée, dans le cadre des élections régionales.

LES COMMUNS, CETTE FORME SPECIFIQUE DE PROPRIETE ET DE GOUVERNANCE

qui place les décisions collectives des « communautés » au centre du jeu socio-économique

Avons-nous lu Elinor OSTROM, prix Nobel 2009 ?

En guise de contribution au Débat, nous avons demandé à [Hervé Le Crosnier](#) l'autorisation de reprendre quelques paragraphes de l'article qu'il publie sur le site de VECAM : « **Une bonne nouvelle pour la théorie des Biens Communs** ». Cette bonne nouvelle est l'attribution du Prix Nobel d'économie 2009 à '*Elinor Ostrom, une des rares économistes qui travaille sur « les Communs », cette forme spécifique de propriété et de gouvernance qui place les décisions collectives des « communautés » au centre du jeu socio-économique*'. Comme nous avons rarement lu les travaux de cette Oeconomiste en France, la présentation sommaire qu'il nous donne de ses travaux nous ouvre la voie à l'exploration d'un stimulant défi à notre intelligence de la gouvernance.

***** Extraits *****

... Elinor Ostrom (travaille sur) 'les Communs', cette forme spécifique de propriété et de gouvernance qui place les décisions collectives des « communautés » au centre du jeu socio-économique. Or cette question des Biens communs, qui a longtemps été ignorée par la science économique, par la politique et par les mouvements sociaux, est en passe de redevenir un « outil pour penser » majeur, qui ouvre de nouvelles portes, et qui est en adéquation avec les questions du siècle qui débute (crise écologique, irruption des réseaux numériques, économie de la connaissance, modification profonde des régimes de production, redéfinition des droits de propriété immatérielle...). L'extension du travail immatériel et du numérique à l'échelle du monde et dans toutes les activités humaines souligne l'émergence centrale d'un nouveau type de bien commun, articulé autour de la connaissance et de l'information, et des règles collectives de fonctionnement en réseau.

La question des « Communs » est au coeur de l'histoire du capitalisme. La première grande révolte populaire fondatrice de nos conceptions actuelles du droit, dans l'Angleterre du XIIIème siècle, avait pour cause l'expropriation des Communs. En mettant la main sur les forêts et les terres communales, le Roi Jean et les Barons jetaient dans le dénuement le plus total ceux dont la survie même dépendaient de ces terres ouvertes aux récoltes de tous : veuves ayant le droit de ramasser le bois de chauffage, paysans laissant paître les moutons, ramasseurs de champignons et de miel,... L'enclosure des Communs allait susciter de grands mouvements populaires, et des figures fortes marquant l'imagination comme « Robin des Bois ». Une armistice fut trouvée dans l'élaboration de deux traités en 1215 : la Grande Charte et la Charte des Forêts. Le premier consacrait ce que nous appellerions aujourd'hui les Droits politiques et sociaux et offrait la garantie de procès équitables et la nécessité de placer l'autorité royale sous le régime collectif de respect du droit. Et le second se consacrait aux « droits économiques et sociaux » en définissant les droits des usagers des forêts, les communs de l'époque. Dès lors cette question des communs a traversé toutes les révoltes populaires, tout comme elle a traversé toutes les tentatives d'élaborer un droit et des lois qui équilibrent les sociétés en respectant les humains qui la composent. En sens inverse, à la suite de Peter Linebaugh, on peut relire l'histoire de la colonisation, de l'esclavage et de la prolétarianisation comme une volonté perpétuelle du capital de réduire les communs et d'imposer le règne de la marchandise, à la fois pour dégager de nouveaux espaces au profit, mais aussi pour limiter les capacités d'auto-organisation des populations.

Du côté scientifique, la notion de Communs reçut une attaque particulièrement pernicieuse en 1968, quand le socio-biologiste Garrett Hardin publia son article « la tragédie des communs ». Dans ce modèle abstrait, Hardin considérait l'usage abusif de pâturages communs par des bergers, chacun cherchant à y nourrir le plus grand nombre d'animaux... au point de réduire la quantité d'herbe disponible. Ce modèle du « passager clandestin », qui profite d'un bien disponible sans s'acquiescer de devoirs envers la communauté, reste le modèle abstrait de référence ; un modèle simpliste qui colle parfaitement avec l'idéologie libérale. Avec de telles prémisses, la conclusion de Hardin s'imposait : « le libre usage des communs conduit à la ruine de tous ». Or Elinor Ostrom et Charlotte Hess, dans leur ouvrage majeur « Understanding knowledge as a commons » réduisent en poudre ce modèle qui a pourtant fait couler tant d'encre. Pour elles, le modèle de Hardin ne ressemble aucunement aux communs réels, tels qu'ils sont gérés collectivement depuis des millénaires, à l'image des réseaux d'irrigation ou des pêcheries. Pour Hardin, les communs sont uniquement des ressources

disponibles, alors qu'en réalité ils sont avant tout des lieux de négociations (il n'y a pas de communs sans communauté), gérés par des individus qui communiquent, et parmi lesquels une partie au moins n'est pas guidée par un intérêt immédiat, mais par un sens collectif.

Le grand apport d'Elinor Ostrom est dans cette distinction entre les « Communs considérés comme des ressources » et les « Communs considérés comme une forme spécifique de propriété ». Cette conception prend de plus en plus d'importance avec l'intégration des préoccupations écologiques dans l'économie. La notion de Communs devient attachée à une forme de « gouvernance » particulière : il s'agit pour la communauté concernée de les créer, de les maintenir, les préserver, assurer leur renouvellement, non dans un musée de la nature, mais bien comme des ressources qui doivent rester disponible, qu'il faut éviter d'épuiser. Il n'y a de Communs qu'avec les communautés qui les gèrent, qu'elles soient locales, auto-organisées ou ayant des règles collectives fortes, y compris des Lois et des décisions de justice. Les Communs sont des lieux d'expression de la société, et à ce titre des lieux de résolution de conflits.

La théorie des Communs connaît un nouveau regain depuis la fin des années 1990, quand on a commencé à considérer les connaissances, les informations et le réseau numérique internet lui-même comme un nouveau Commun, partagé par tous les usagers, et auprès duquel chaque usager a des droits (libre accès au savoir, neutralité de l'internet, production coopérative, à l'image de Wikipedia,...) comme des devoirs. Il existe une différence majeure entre ces Communs de la connaissance et les Communs naturels, qui a été pointée par Elinor Ostrom : les biens numériques ne sont plus soustractibles. L'usage par l'un ne remet nullement en cause l'usage par l'autre, car la reproduction d'un bien numérique (un fichier de musique, un document sur le réseau, une page web,...) a un coût marginal qui tend vers zéro. On pourrait en déduire que ces Communs sont « inépuisables », et qu'une abondance numérique est venue. Or si l'on considère les Communs comme un espace de gouvernance, on remarque au contraire que ces nouveaux Communs de la connaissance sont fragiles. Ils peuvent être victimes de ce que James Boyle appelle « les nouvelles enclosures ». Les DRM sur les fichiers, l'appropriation du réseau par les acteurs de la communication, la diffusion différenciée des services selon la richesse du producteur, l'appropriation privée des savoirs (brevets sur la connaissance) ou des idées et des méthodes (brevets de logiciels), le silence imposé aux chercheurs sur leurs travaux menés en liaison avec des entreprises,... sont autant de dangers qui menacent ces nouveaux Communs au moment même où leurs effets positifs sur toute la société commencent à être mis en valeur.

En rapportant la question des Communs à cette double dimension, de la gouvernance d'architectures humaines et de biens collectifs d'une part et de la mise à disposition pour tous et le partage des outils et des connaissances d'autre part, les travaux scientifiques sur les biens communs, dont Elinor Ostrom est une figure majeure, ouvrent des portes nouvelles aux mouvements sociaux du monde entier. En témoigne le récent appel « Pour la récupération des biens communs » issu du Forum Social Mondial de Belém de janvier 2009.

L'attribution du Prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom est donc une excellente nouvelle pour le développement d'une réflexion politique et sociale adaptée aux défis et aux enjeux du 21ème siècle.

<http://vecam.org/article1122.html>

Hervé Le Crosnier Caen, le 12 octobre 2009

Le Réseau I N T E L L I G E N C E de la C O M P L E X I T E

s'est auto-constitué depuis le Colloque de l'Université des Nations Unies " Sciences et pratiques de la complexité " (Montpellier, France, 1986), à l'initiative : de l'Association européenne du Programme Modélisation de la Complexité (AE-MCX), et de l'Association pour la Pensée Complexe (APC), constituées dans les années suivantes.

Ce réseau qui s'exprime aujourd'hui principalement par le site www.mcxapc.org se construit sur le projet civique du développement de l'Intelligence de la Complexité dans nos Cultures, et donc dans toutes nos pratiques (enseignement et recherche tout autant que responsabilités professionnelles, administratives ou politiques). " *L'Intelligence de la Complexité, pour Comprendre, c'est à dire pour Faire* " se forme par l'organisation dialectique des expériences se transformant en (et transformées par) *Science avec Conscience* des responsables d'organisation interagissant avec des enseignants et des chercheurs scientifiques

<p>L'Association du programme Européen MODELISATION DE LA COMPLEXITE (AE-MCX)</p> <p>Le Programme européen MCX a émergé à la fin des années quatre vingt de la rencontre d'universitaires, de scientifiques et de responsables d'organisations (entreprises et administrations) principalement européens et francophones se proposant de coopérer avec intelligence dans une commune attention aux multiples complexités que rencontrent les sociétés contemporaines.</p> <p>Attention activée par la volonté de relier - et non plus de séparer -le comprendre et le faire, les connaissances et les pratiques, la réflexion et l'action, au sein d'un projet culturel, civique et pragmatique de développement des Nouvelles sciences d'ingénierie des systèmes complexes.</p> <p>Plutôt que d'attendre que les institutions sociales se réforment miraculeusement, il s'agit de témoigner, de confronter nos innombrables et diverses expériences professionnelles et civiques, avec modestie, sans arrogance, mais avec une «obstinée rigueur, comprendre pour faire et faire pour comprendre».</p> <p>Le Programme européen MCX coopère en parfaite symbiose avec l'Association internationale pour la Pensée Complexe, APC. en assurant l'animation du Réseau Intelligence de la Complexité, encore principalement francophone</p>	<p>L'Association pour LA PENSEE COMPLEXE (A.P.C.)</p> <p>L'Association pour la Pensée Complexe (A.P.C.), fondée par Edgar Morin et directement inspirée de sa pensée, a pour but de répondre au défi de la complexité dans tous les domaines de la société et de la connaissance, par la promotion de ce nouveau mode de pensée.</p> <p>La pensée complexe, dont s'élabore la méthode, conduit à percevoir conjointement l'homme, son environnement et leurs multiples interactions. Ce mode de pensée établit les liens, favorise les ponts et les décloisonnements entre les différents domaines de la connaissance, de la formation et de la recherche. Elle concerne les différentes activités économiques, sociales, politiques ou culturelles de nos sociétés. En nous gardant des dogmatismes et des <i>a priori</i>, la pensée complexe nous évite les simplifications mutilantes et les raisonnements binaires. En vertu d'une meilleure intelligence de la complexité du monde, elle nourrit nos réflexions et nos décisions dans notre vie professionnelle, sociale et personnelle.</p> <p>L'Association pour la Pensée Complexe, à travers son réseau international, œuvre pour introduire la pensée complexe dans la recherche, l'éducation, la formation, l'économie, l'entreprise, les stratégies, la connaissance du monde et de soi.</p>
--	---

« Car l'ingenium a été donné aux humains pour comprendre, c'est-à-dire pour faire. »

Ainsi G. Vico caractérisait-il dès 1708 "la Méthode des études de notre temps", méthode ou plutôt cheminement - ces chemins que nous construisons en marchant - que restaure le vaste projet contemporain d'une Nouvelle Réforme de l'Entendement.

Déployant toutes les facultés de la raison humaine, l'ingenium - cette "étrange faculté de l'esprit humain qui lui permet de conjoindre", c'est-à-dire de donner sens à ses expériences du "monde de la vie" - nous rend intelligibles ces multiples interactions entre connaissance et action, entre comprendre et faire, que nous reconnaissons dans nos comportements au sein des sociétés humaines.

A la résignation collective à laquelle nous invitent trop souvent encore des savoirs scientifiques sacralisant réductionnisme et déductivisme, "les sciences de l'ingenium" opposent la fascinante capacité de l'esprit humain à conjoindre, à comprendre et à inventer en formant projets, avec cette "obstinée rigueur" dont témoignait déjà Léonard de Vinci.

La collection "Ingenium" veut contribuer à ce redéploiement contemporain des "nouvelles sciences de l'ingénierie" que l'on appelait naguère sciences du génie, dans nos cultures, nos enseignements et nos pratiques, en l'enrichissant des multiples expériences de modélisation de situations complexes que praticiens et chercheurs développent dans tous les domaines, et en s'imposant pragmatiquement l'ascèse épistémologique que requiert la tragique et passionnante Aventure humaine.

Directeurs de collection : Jean-Louis Le Moigne, Georges Lerbet

Domaines : Philosophie (9) - Sciences et techniques (4) - Psychanalyse, psychiatrie, psychologie (2) - Sciences humaines (2) - Politique (1) - Urbanisme, aménagement, sociologie urbaine (1) - Communication, médias (1) - Géographie (1) - Histoire (1) - Sociologie (1) - Beaux arts (1) - Arts, Esthétique, Vie Culturelle (1) - Travail social (1)

24 livres déjà parus dans la collection

<p>COMPLEXITÉ DE LA FORMATION ET FORMATION À LA COMPLEXITÉ Jean Clenet, Daniel Poisson</p> <p>COMPLEXITÉ TERRITORIALE : ENTRE PROCESSUS ET PROJETS (LA) Pascal Roggero</p> <p>CONCEPTIONS Epistémologie et poétique Philippe Boudon</p> <p>CONSTRUCTIVISME (LE) Tome I Les enracinements Jean-Louis Le Moigne</p> <p>CONSTRUCTIVISME (LE) Tome II Epistémologie de l'interdisciplinarité Jean-Louis Le Moigne</p> <p>CONSTRUCTIVISME (LE) Tome III Modéliser pour comprendre Jean-Louis Le Moigne</p> <p>ÉCOLOGIE DES LIENS Entre expériences, croyances et connaissances Jacques Miermont</p> <p>ENTENDRE L'ESTHÉTIQUE DANS SES COMPLEXITÉS Louis-José Lestocart</p> <p>EXPÉRIENCES DE LA MODÉLISATION, MODÉLISATION DE L'EXPÉRIENCE Frédérique Lerbet-Sérénis</p> <p>HERBERT SIMON ET LES SCIENCES DE CONCEPTION André Demailly - Préface de Jean-Louis Le Moigne</p> <p>INGÉNIERIE DE L'INTERDISCIPLINARITÉ Un nouvel esprit scientifique Sous la direction de François Kourilsky, avec le concours de Jean Tardieu</p> <p>INGÉNIERIE DES FORMATIONS EN ALTERNANCE (L) "Pour comprendre, c'est-à-dire pour faire..." Jean Clenet - Préface d'André de Peretti</p> <p>INGÉNIERIE DES PRATIQUES COLLECTIVES La Cordée et le Quatuor Sous la direction de Marie-José Avenier</p>	<p>INVENTER UN NOUVEL ART D'HABITER Le ré-enchantement de l'espace Michel Roux</p> <p>MÉDIATION DES SAVOIRS ET COMPLEXITÉ Le cas des hypermédias archéologiques et culturels Julien Mahoudeau - Préface de Jean-Marie Pailler - Postface de Jean-Louis Le Moigne</p> <p>MÉDIATION SOCIALE LE GÉNIE DU " TIERS " (LA) Bruno Tricoire</p> <p>RUSES DE L'ESPRIT OU LES ARCANES DE LA COMPLEXITÉ (LES) Jacques Miermont</p> <p>RUSES DE L'HUMAIN DANS UN MONDE RUSÉ Identités, unité, complexité Sous la direction de Jacques Miermont</p> <p>SCIENCES DE L'ÉDUCATION À LA CROISÉE DES CHEMINS DE L'AUTO-ORGANISATION (LES) Teresa Ambrosio, Frédérique Lerbet-Sérénis - Préface d'André de Peretti</p> <p>SE FORMER À L'INGÉNIERIE DE FORMATION Loïc Bremaud, Patrice Leguy, Jacques Morin, Gaston Pineau</p> <p>SECONDE CYBERNÉTIQUE ET COMPLEXITÉ Rencontres avec Heinz von Foerster Sous la direction de Evelyne Andreewsky et Robert Delorme</p> <p>SENS DE CHACUN (LE) Intelligence de l'autoréférence en action Georges Lerbet</p> <p><u>Les classiques de la collection</u></p> <p>FLOU ET L'ÉCOLIER (LE) La culture du paradoxe Georges Lerbet</p> <p>VOIES DE L'OBSERVATION (LES) Repères pour les pratiques de recherche en sciences humaines Pierre Nègre en collaboration avec Ruth C. Kohn - Préface d'Yves Baré</p>
---	---

